

## Nouvelles locales du jeudi 09 avril 2015

@rib News, 09/04/2015 | Politique - AprÃs plus de deux semaines d'arrÃt, les travaux de l'AssemblÃe nationale repris ce jeudi matin. En effet, 83 dÃputÃs ont rÃpondu prÃsents Ã une sÃance de vote de deux projets de loi dont le projet de loi sur la presse, ils devraient Ãtudier les amendements proposÃs par le SÃnat, ainsi que le projet de loi portant entraide entre le secteur privÃ et le secteur public au Burundi. Ces deux textes ont ÃtÃ adoptÃs Ã l'unanimitÃ dÃputÃs prÃsents. Le prÃsident de la chambre basse du Parlement a admis qu'il y a des problÃmes de fonctionnement de cet organe suite Ã des dÃputÃs qui ne se prÃsentent pas ou presque plus au service. [rtnb/rpa/isanganiro/bonesha/rtr]

- L'ancien porte-parole du prÃsident de la RÃpublique considÃre que les propos tenus par le nouveau porte-parole du parti CNDD-FDD montrent Ã suffisance que ceux qui ont peur de leur sÃcuritÃ ont bel et bien raison. L'ÃnÃme Hatungimana considÃre que Daniel GÃlase Ndadirabe est un porte-parole d'un groupuscule composÃ de certains responsables de la tÃte du parti au pouvoir qui ne croient qu'Ã la mort comme solution des problÃmes. Il prÃcise qu'il y a aussi sur le point de dÃnoncer ces personnes. Il assure par ailleurs bien connaÃtre ce nouveau porte-parole du parti au pouvoir et annonce que dans les prochains jours, il devra mÃme faire d'autres dÃclarations sur ces personnes, une maniÃre pour lui de dire que Ndadirabe n'est pas capable de tenir secrÃtes les informations dont il dispose. Estimant que de tels propos de la part d'un porte-parole du parti au pouvoir sont dangereux, il tranquillise tout de mÃme la population puisque le CNDD-FDD a des hommes et des femmes capables de conduire le pays et d'Ãviter sa dÃrive due Ã l'action de ce petit groupe qui ne rÃve qu'Ã tuer les autres. [bonesha/isanganiro]

- L'Action ChrÃtienne pour l'Abolition de la peine de mort et contre la Torture au Burundi (ACAT) dÃploire elle aussi les propos du porte-parole du parti CNDD-FDD. Selon le prÃsident de cette association de la sociÃtÃ civile burundaise, c'est une honte pour une personne qui a ÃtÃ Ãlue, qui siÃge au nom du peuple burundais et qui occupe de si hautes fonctions dans le pays et dans son parti politique. MÃme Armel Niyongere prÃcise qu'il entend les propos de ce sÃnateur, celui-ci ne connait pas les temps dans lesquels le pays se trouve actuellement. Il lui demande de se comporter avec humanitÃ tant dans ses paroles que dans ses actions et d'avoir le courage de demander pardon aux personnes qu'il a visÃes, aux membres de son parti et au peuple burundais tout entier en signe de reconnaissance de la dÃlicatesse de ses dÃclarations. [rpa/bonesha]

- Selon un analyste du discours, les propos du porte-parole du parti CNDD-FDD selon lesquels les signataires de la correspondance adressÃe au prÃsident de la RÃpublique pour lui demander de ne pas briguer un 3Ãme mandat mÃritaient la mort du temps du maquis montrent qu'au sein de ce parti, la place de la loi de la jungle est encore grande. Le professeur Gertrude Kazoviyo estime qu'il veut faire peur aux membres de ce parti qui ont signÃ ou ceux qui voudraient encore signer cette pÃtition qu'ils peuvent Ãtre tuÃs. Elle trouve que les consÃquences de ces propos ne sont pas moindres dans cette pÃriode oÃ l'on soupÃonne une probable distribution des armes dans certaines provinces et au moment oÃ le pays est engagÃ dans un processus Ãlectoral. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

Justice - La directrice de la RPA antenne Ngozi a ÃtÃ entendue ce jeudi matin au parquet de la RÃpublique dans cette province. Depuis 10h 25 min, Yvette Murekasabe a ÃtÃ entendue en prÃsence de son avocat suite Ã une plainte dÃposÃe par le reprÃsentant provincial de la ligue des jeunes Imbonerakure. Cette plainte faisait suite Ã une information diffusÃe sur les ondes de cette radio faisant Ãtat de la participation de ce responsable des Imbonerakure au niveau provincial dans une rÃunion de prÃparation de massacre de Tutsi en cas de manifestations contre le 3Ãme mandat du prÃsident Nkurunziza. AprÃs cet interrogatoire, la journaliste est rentrÃe chez elle et aucun autre rendez-vous ne lui a ÃtÃ communiquÃ. Plus de 200 personnes, dont certains membres de la sociÃtÃ civile et des professionnels des mÃdias, Ãtaient venues la soutenir. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

- AprÃs cet interrogatoire qui a durÃ prÃs de 2h, le prÃsident de l'Union Burundaise des Journalistes (UBJ) qui Ãtait lui-mÃme sur place Ã Ngozi a fait savoir sa rÃaction. Alexandre Niyungeko estime qu'il s'agit d'une persÃcution du pouvoir Ã l'endroit des journalistes qui ne font que leur devoir que la loi est claire et que le journaliste ne peut en aucun cas divulguer sa source d'information pour quelque motif que ce soit. Il demande aux journalistes de continuer Ã faire leur travail conformÃment Ã la dÃontologie de leur mÃtier et la loi et de ne pas se laisser intimider par qui que ce soit. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

Justice - Les organisations de la sociÃtÃ civile engagÃes dans la campagne "Justice pour Manirumva" ne dÃsarment pas 6 ans aprÃs l'assassinat de celui qui fÃt le vice-prÃsident de l'OLUCOME. Selon le prÃsident de l'APRODH, les commanditaires de cet assassinat doivent Ãtre punis conformÃment Ã la loi qu'il neige ou qu'il vente. Pierre Claver Mbonimpa estime que la justice ne veut pas poursuivre les vrais suspects dans cette affaire comme elle le fait d'ailleurs dans d'autres dossiers. Il considÃre que le gÃnÃral Adolphe Nshimirimana, le commissaire David Nikiza ainsi qu'un certain Runyanya devraient Ãtre entendus dans le cadre des enquÃtes Ã ce sujet. Il rappelle que des tÃmoignages concordants sur leur participation dans cet assassinat ont ÃtÃ faits par les exÃcutants de ce plan. Cela a ÃtÃ dit sur la tombe d'Ernest Manirumva Ã Ngozi oÃ sa famille ainsi que les membres de ces organisations s'Ãtaient rendus pour commÃmorer le 6Ãme anniversaire de son assassinat. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

Economie - L'essence manque encore une fois dans le pays et surtout dans la ville de Bujumbura depuis dÃjÃ trois jours. Cela intervient aprÃs seulement deux semaines d'une autre pÃnurie qui avait provoquÃ de graves consÃquences dans l'Ãconomie du pays. Les causes de cette carence ne sont pas jusqu'Ã maintenant connues et le ministÃre du Commerce et de l'Industrie annonce qu'il ne va pas rÃagir qu'aprÃs les discussions engagÃes depuis ce mercredi avec les concernÃs. Sur terrain, les vÃhicules font la queue sur les stations-service et ne sont pas servis Ã leur guise. Les conducteurs affirment qu'ils sont dÃpassÃs par la situation puisqu'ils sont obligÃs d'aller s'approvisionner dans la commune urbaine de Buyenzi ou Ã la frontiÃre avec la RD Congo plus prÃcisÃment Ã Gatumba et cela Ã un prix trÃs ÃlevÃ de 4.000Fbu par litre. Entre temps, les prix des produits et services commencent Ã suivre la mÃme tendance. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha/rtnb]